

Colloque international

« *Les anciens combattants dans les transitions de la guerre à la paix* »

Organisateurs :

Nathalie Duclos (Université de Tours, ISP)
David Garibay (Université Lumière Lyon 2, Triangle)

Colloque organisé grâce à l'aide financière des institutions et programmes

ACI Grammaires internationales de la réconciliation

Institut des Sciences sociales du Politique (CNRS UMR 8166) www.isp.cnrs.fr

Triangle (CNRS UMR 5206) www.triangle.ens-lsh.fr

Université Lumière Lyon 2 www.univ-lyon2.fr

Ecole doctorale de sciences juridiques et politique, Université Paris X Nanterre www.u-paris10.fr/edsjp

CNRS www.cnrs.fr

Ministère des Affaires étrangères www.diplomatie.gouv.fr

Et au soutien du

Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation (Ville de Lyon)

Page de présentation du colloque : <http://triangle.ens-lsh.fr/spip.php?article893>

Date et lieu du colloque

Le colloque sera organisé les 10 et 11 avril 2008.

Le jeudi 10, le colloque aura lieu à l'Ecole Normale Supérieure Lettres et sciences humaines, bâtiment Formation, salle F106 (1^{er} étage) – 15 parvis Descartes, Lyon 7^e – métro Debourg (ligne B)

Le vendredi 11, il aura lieu à l'Université Lumière Lyon 2, bâtiment Clio, salle CR07 (rez-de-chaussée) – 4 bis rue de l'Université, Lyon 7^e, - arrêt du tram Rue de l'Université (ligne T2)

Exposé de la thématique

Le colloque se propose d'aborder une question assez peu présente dans la science politique française et francophone alors qu'elle relève d'une tradition déjà bien établie dans les pays anglo-saxons. Il s'agit, dans une perspective comparative mais aussi pluridisciplinaire, de s'intéresser aux périodes qui suivent un conflit armé et la conclusion d'un cessez le feu, périodes de normalisation où se pose le problème du devenir des anciens combattants, qu'il s'agisse de conscrits appelés sous les drapeaux, de mobilisés volontaires dans un mouvement de lutte armée ou encore de combattants enrôlés de force dans un groupe armé.

Dans le cas des sorties de conflits intra-étatiques, le devenir des anciens combattants relève d'une problématique centrale de la science politique : l'Etat ayant subi un conflit en son sein est en effet confronté à l'enjeu essentiel de la (re)monopolisation de la violence physique légitime. S'ouvre donc une période dite de « transition sécuritaire », au cours de laquelle les institutions (re)créées à l'occasion du règlement de la paix ou les médiateurs internationaux sont censés assurer le passage (ou non) d'une situation de violences diffuses à une phase où l'Etat parvient à nouveau à revendiquer avec succès son monopole de la coercition. Dans toutes les sorties de conflits, le devenir des anciens combattants pose une autre série de problèmes, lié à l'enjeu de leur retour dans la vie civile et de ses incidences sur la vie sociale et politique. Dans quelle mesure et à quelles conditions se produit effectivement une démobilisation des anciens combattants ? Outre la remise des armes, l'enjeu est en effet aussi celui d'une « *démobilisation culturelle* » (John Horne) et de la « *civilianisation* » (Mats Berdal) des anciens combattants. Comment s'opère leur retour à la vie civile, quelles sont les différentes trajectoires possibles de réintégration des anciens combattants et quels sont leurs effets ?

La situation des anciens combattants après guerre est susceptible de faciliter ou, au contraire, de contrarier la transition en cours de la guerre à la paix. Il s'agira de s'interroger sur leur influence sur le cours des choses dans l'après guerre. Dans quelle mesure leur situation favorise-t-elle la pacification en cours ? Les cas de remobilisation armée apparaissent comme les situations les plus évidentes d'échec de ce processus et d'obstacles à la paix. Pourtant, la réflexion portera davantage sur les cas, plus fréquents, de réussite apparente des programmes de démobilisation, opérations de plus en plus souvent intégrées dans des politiques internationales de *peace-building*

et connues au niveau des organismes multilatéraux comme des opérations de DDR (Désarmement, Démobilisation et Réintégration). En effet, si ces programmes permettent à l'Etat d'assurer à nouveau la sécurité sur son territoire, elles ne garantissent en rien que les expériences de retour à la vie civile d'anciens combattants ne soient à l'origine d'une « *brutalisation des sociétés* », selon l'expression de l'historien G. L. Mosse.

La question ultime, s'agissant du devenir des anciens combattants dans ces situations de transition de la guerre à la paix, est bien celle de la sortie de la violence et de ses éventuels obstacles. Que produit, après guerre, l'expérience de la guerre, *i.e* de l'usage de la violence, de la pratique du combat, de l'expérience de côtoyer la mort et de la donner, sur les anciens combattants ? Un retour à la situation antérieure au conflit est-il possible après la fin des hostilités ? Quels sont les effets du « reversement » des anciens combattants dans la vie sociale et politique qui se met en place à l'occasion de la signature de la paix ? Leur démobilisation, à partir d'une réintégration dans de nouvelles institutions (armée, police, etc.), est-elle partie prenante d'un processus politique de refondation du contrat social ? En particulier, quelles sont, lorsqu'elles existent, les modalités de participation politique des anciens combattants démobilisés : sont-ils (ou non) à la source de phénomènes de radicalisation, perceptibles à travers leur présence au sein de nouvelles organisations politiques issues des acteurs armés, ou, bien, au contraire, les conséquences du conflit armé sur un temps relativement long conduisent-elles à une désaffection de l'activité politique. Ces anciens combattants recourent-ils aux logiques de légitimation de l'affrontement violent dans la nouvelle scène politique pacifiée qui est censée les proscrire (héroïsme, commandement militaire, valeur physique, etc.) ? Sur la question particulière des anciens combattants, des politiques d'accompagnement de ces transitions sont-elles concevables, en particulier en provenance des organisations internationales, au-delà de la simple démobilisation ? Quelles en sont leurs composantes (psychologiques, sociologiques, militaires) ?

Ces questions ressortissent de différents niveaux d'analyse : macro (Etat, politiques publiques nationales et internationales), meso (organisations sociales et politiques) et micro (individu)

Le colloque sera coordonné et animé par deux enseignants-chercheurs ayant mené des recherches empiriques sur ces questions :

- Les travaux de Nathalie Duclos portent sur le Kosovo après guerre, en particulier l'action des Nations Unies pour constituer une nouvelle police en y intégrant des anciens combattants.
- Les travaux de David Garibay portent sur l'Amérique latine, où le problème de la transformation des mouvements de lutte armée en partis politiques s'est posé.

Il fera également suite à un atelier portant sur le même thème, animé également par N. Duclos et D. Garibay, qui s'est tenue à Toulouse le 7 septembre 2007, dans le cadre du Congrès de l'AFSP. Cet atelier a donné lieu à une discussion des papiers autour des thématiques centrales du colloque et a permis de voir la forte proximité des questionnements.

Le parti pris de ce colloque est de décloisonner les analyses d'auteurs travaillant sur des sorties de conflits intraétatiques avec ceux s'intéressant plutôt aux conflits interétatiques, en partant du postulat que les enjeux y sont similaires. La distinction intra/inter ne nous paraît pas opérante dans la mesure où ce qui importe, c'est la sortie de la violence, quel que soit l'espace où elle prend place (ou non). Il s'agira aussi de confronter les points de vue d'historiens travaillant sur des conflits anciens aux analyses portant sur des conflits récents, dans l'objectif de relativiser également la pertinence des analyses en termes de « guerres nouvelles ». De récents travaux d'historiens revisitant la Grande Guerre pour y mettre à jour sa violence ont bien montré que la « barbarie » n'était pas l'apanage des seules guerres nouvelles. Enfin, il s'agira aussi de transcender une dichotomie disciplinaire qui nous paraît artificielle, entre relations internationales et sociologie politique, et de tenter de confronter les approches des politistes à celles des historiens. Jusqu'alors, leurs réflexions se sont en effet développées de façon parallèle sans suffisamment se croiser.

Comité scientifique :

Le comité scientifique, pluridisciplinaire (science politique, histoire, anthropologie), comprend des spécialistes des phénomènes de violences politiques, violences extrêmes, et/ou des situations post-conflit propres aux guerres contemporaines ou aux deux grands conflits mondiaux.

Il a procédé à la sélection des réponses à un appel à communication diffusé le plus largement possible, réponses qui lui seront soumises de façon anonyme. Chacun des membres du comité scientifique a examiné et classé l'ensemble des propositions de communication.

- Raphaëlle BRANCHE, Maître de conférences en histoire à l'Université Paris 1, spécialiste de la guerre d'Algérie et de la question du retour des combattants
- Philippe BRAUD, Professeur de science politique à l'IEP de Paris, spécialiste des phénomènes de violence politique
- Laetitia BUCAILLE, Chargée de recherche au CERI, responsable d'un séminaire sur les situations post-confliktuelles et spécialiste des anciens combattants dans l'après-guerre
- Elisabeth CLAVERIE, Anthropologue, Directrice de recherche au CNRS, EHESS, spécialiste de l'action du Tribunal Pénal sur l'ex-Yougoslavie
- John HORNE, Professeur d'Histoire moderne européenne, Trinity college, Dublin, membre du réseau EURHISTXX, en particulier le projet « post-war periods »
- Guillaume PIKETTY, Historien, Directeur de recherche au Centre d'histoire de Sciences po, co-responsable d'un séminaire sur « les sorties de guerre des deux conflits mondiaux » depuis 2004
- Pascal VENESSON, Professeur de science politique, Université Paris 2, Institut Européen de Florence

Programme

Le colloque se déroulerait sur 4 demi-journées, correspondantes à des sessions thématiques.

Il serait introduit par les organisateurs.

Chaque session serait introduite et encadrée par l'un des discutants. Elle comportera quatre à cinq intervenants.

Les quatre sessions correspondent aux quatre thématiques suivantes

- *L'engagement politique des anciens combattants après-guerre.* Quelles sont les voies de conversion des anciens combattants à la politique après-guerre ? Les cas de transformation des organisations de lutte armée en partis politiques sont fréquents. Dans quelle mesure les anciens combattants y développent-ils une rhétorique guerrière (mythification du combat, glorification des héros de guerre) ? Ces procédés discursifs entretiennent alors une mobilisation politique conflictuelle en ce qu'ils perpétuent une polarisation ami/ennemi propre aux processus conflictuels. Tout au contraire, les anciens combattants contribuent-ils à l'acceptation de la nouvelle donne post-conflit à partir d'une légitimation des enjeux et clivages politiques qui y prennent place ?
- *La transposition d'un habitus guerrier après-guerre.* Peut-on parler d'un habitus de la violence construit dans la guerre et par la guerre, qui serait transposé dans l'après-guerre et nuirait au processus de normalisation (i.e aux nouvelles régulations prenant place après guerre et qui excluent le recours à la violence) ? Quels transferts s'opèrent, sur quels modes ? Comment se produisent ces transferts ? Quels anciens combattants en sont les vecteurs ? Existe-t-il une transposition du leadership de la guerre dans l'après-guerre (comme Mosse l'observe en Allemagne dans les années 1930) ? Inversement, les anciens combattants s'inscrivent-ils dans un processus de « civilianisation » (Berdal) au terme duquel ils renoncent définitivement à leurs attributs de combattants (rhétorique, posture, hexis corporel) ? Quel contexte, quelles modalités de transition de la guerre à la paix, voire quels dispositifs concrets à l'endroit des anciens combattants favorisent-ils cette évolution ?
- *Les DDR comme processus de contractualisation post-conflit.* Les DDR peuvent être appréhendées, par ceux qui les initient, comme des dispositifs techniques destinés à assurer une transition sécuritaire ou, plutôt, comme des processus proprement politiques offrant l'occasion d'une refondation du pacte social (à partir de la (re)constitution, négociée avec les anciens combattants, de nouvelles institutions comme la police ou l'armée, au sein desquelles sont reversés tout ou partie des combattants). L'intégration des représentants des anciens combattants dans les négociations favorise-t-elle de ce fait une transition vers une paix durable ? Leur éviction de ces négociations est-elle, à l'inverse, à l'origine de l'apparition des stratégies de *spoilers* ?
- *L'interférence de la justice sur le processus de normalisation à l'œuvre chez les anciens combattants.* La justice internationale supplée de plus en plus souvent une justice locale défailante (Rwanda, ex-Yougoslavie). Dans les cas où la justice s'empare de crimes de guerres (voire de crimes contre l'humanité ou de génocides), quels sont ses effets sur les anciens combattants ? En apportant un regard nécessairement démythifiant sur la guerre, l'action de la justice contribue-t-elle à une repolarisation des anciens combattants et trouble-t-elle le processus de normalisation ? A l'inverse, en blanchissant les anciens combattants ayant accédé à des responsabilités politiques, contribue-t-elle à une légitimation du nouveau contrat social post-conflit et favorise-t-elle la transition en cours ?

Programme du Colloque :

Jeudi 10 avril

9h30 – 11h00 :

Accueil

Introduction du colloque, Nathalie DUCLOS (Université de Tours, ISP), David GARIBAY (Université Lyon 2, Triangle)

11h00 – 12h30

Les continuités du conflit dans l'après-guerre : rationalité, habitus, brutalisation

Fabien THEOFILAKIS, Paris X, IHTP, « *Les prisonniers de guerre allemands en France, des prisonniers pour la paix (1944-1948) ?* »

Sümbül KAYA, Lyon 2, « *Le retour à la vie civile des appelés en Turquie : socialisation à l'habitus national et mobilisation politique conflictuelle* ».

12h30 - 14h

Déjeuner

14h00 - 16h00

Les continuités du conflit dans l'après-guerre : rationalité, habitus, brutalisation

Marielle DEBOS, IEP Paris/CERI, « *De la rébellion à l'armée : les continuités du métier des armes au Tchad.* »

Anne LE HUEROU, EHESS, « *Les vétérans russes de la guerre de Tchétchénie, acteurs et vecteurs d'une transposition de la violence de guerre en « terrain propice » ?* »

Aude MERLIN, Université Libre de Bruxelles, « *Les anciens combattants tchéchènes dans le contexte de deux « post-guerres » successives : de l'improbable civilianisation à la réintégration forcée* »

Elisabeth SIECA-KOZLOWSKI, Docteur en sociologie, rédactrice en chef de *The Journal of Power Institutions in Post-Soviet Societies*, « *Les anciens combattants des « guerres » de Tchétchénie : une violence subie, diffusée, instrumentalisée* »

16h00 - 17h00

Discussion

Débat

Vendredi 11 avril

9h - 11h30

Traitement politique et judiciaire des anciens combattants

Sophie DAVIAUD, IEP Aix, « *Les dispositifs mis en place dans le cadre du processus de démobilisation des groupes paramilitaires en Colombie : Une tentative d'application des programmes de DDR et des principes de la justice transitionnelle dans un contexte de « transition partielle ».* »

Sara LIWERANT, Université Paris X-Nanterre, « *Guerre, paix et sanction : les rhétoriques des juges internationaux* »

Sandrine PERROT, CERI-FSNP, « *Les associations d'anciens combattants de la Lord's Resistance Army (LRA) au Nord de l'Ouganda : outil de réintégration ou de contrôle de l'État ?* »

Béatrice RICHARD, Collège militaire royal du Canada, « *Le vétéran (canadien) de 39-45 est-il soluble dans le rêve américain ?* »

Corrado SCOGNAMILLO, Lyon 2, Triangle, « *Le « DDR » outil de pacification de la communauté internationale - étude des cas de l'ONU et de la Banque Mondiale* »

11h30 - 12h30

Discussion

Débat

12h30 - 14h

Déjeuner

Visite du Musée du Centre d'histoire de la Résistance et de la Déportation

14h00 - 16h00

L'engagement politique des anciens combattants après guerre

Agostino BISTARELLI, Università de La Sapienza, Rome, « *Une génération congédiée : Anciens combattants et transition politique italienne dans le second après guerre* »

Valéria GALIMI, Università de Siena, IHTP, « *La mémoire de la violence de guerre : Les anciens combattants et l'« épuration manquée » en Italie* »

Alphonse MAINDO, Gorée Institute (Sénégal), CEMAF/Paris1, « *La transformation du Mouvement de Libération du Congo et des groupes armés maï maï en partis politiques : de la lutte armée à la bataille électorale en RD Congo* »

Christophe ROUX, Montpellier 1/CEPEL, « *Les anciens combattants comme matrice spécifique d'action collective : le cas du mouvement autonomiste sarde du début de l'entre-deux-guerres* »

16h00 – 17h00

Discussion

Débat